

Coordination nationale des comités de défense des hopitaux de proximité  
Collectif du Bocage Virois « Touche pas à ma santé à mon hosto »  
15 résidence Marcel Duros  
14500 Vire

à Madame la Ministre de la Santé

Objet : la maternité de Vire

Vire le 11 juin 2013

Madame,

Avec la mobilisation de la population et l'appui des élus, nous avons eu l'occasion, à plusieurs reprises, d'alerter votre ministère sur la situation de la maternité de Vire.

Initialement l'Agence Régionale de Santé avait prévu sa fermeture dès 2010, la raison avancée étant le manque de gynécologues obstétriciens. Cependant un gynécologue, en provenance du pôle de Flers, a complété l'équipe durant plus d'un an avant de rejoindre la clinique.

En juillet 2012, un incident sans conséquence pour la mère et l'enfant, pris en charge par le personnel de l'hôpital, mais exploité par l'ARS, a motivé la suspension du service par son directeur, M. Lancry.

La direction a eu alors 6 mois pour monter un dossier d'habilitation de la maternité. L'ARS imposait, tout d'abord, le recrutement de 3 gynécologues puis de 2 avec l'apport de praticiens extérieurs (interimaires ou praticiens d'hôpitaux proches).

Dans le même temps, la fermeture de 2 maternités programmée en Basse-Normandie était annulée dans le Schéma Régional de Santé, grâce à la mobilisation du Collectif, de la population et des élus. Le dossier présenté par le directeur du CH de Vire, M. Tsuji, à la Commission Régionale de l'Offre de Soins en janvier 2013, manifestement bâclé, a reçu un avis défavorable. M. Lancry s'est opposé à l'habilitation du service de maternité au prétexte d'une mauvaise entente des gynécologues et de l'âge des anesthésistes, anesthésistes qui n'ont jamais été consultés quant à leurs projets.

M. Tsuji a été muté au CHU de Caen au mois de février, et la direction de l'hôpital est assurée par M. Quinquis, directeur de l'hôpital de Bayeux, en attendant la nomination définitive d'un nouveau directeur ou directrice.

Comme le permet l'inscription de la maternité dans le PRS, un nouveau dossier a été déposé par M. Quinquis, fin avril, auprès des services de M. Lancry : 3 gynécologues-obstétriciens, tous étrangers, répondant aux critères requis, ont fait acte de candidatures. Par ailleurs, MM Esse et Loungouala, anesthésistes au service de l'hôpital depuis une vingtaine d'années, se sont engagés à rester dans l'attente de leur remplacement.

M. Lancry, maintenu dans ses fonctions par vos soins, a de nouveau affirmé, lors d'un entretien avec Mme Bihel, conseillère régionale PS, et M. Rondel, conseiller général de la majorité départementale, tous 2 mandatés par le Pays du Bessin-Virois, que la sécurité ne pouvait être

assurée et qu'il n'y avait pas de Praticien Hospitalier parmi les candidats. Chacun sait, qu'il est malheureusement impossible, dans la situation actuelle, de recruter des médecins français, et qu'il est tout aussi impossible pour un médecin étranger d'être PH. Les exigences de départ étaient le recrutement de 3 gynécologues-obstétriciens avec une spécialité chirurgicale, cette obligation assurée nous ne pouvons accepter un nouveau refus de l'ARS, refus exprimé avant même la tenue de la CROS !!!

Depuis bientôt un an, de propos de mauvaise foi en promesses non tenues, M. Lancry joue la montre en comptant sur la démobilisation de la population, des élus et du collectif. Nous demandons à votre ministère d'intervenir pour éviter qu'un hôpital de proximité de plus soit, sinon fermé, du moins amputé d'un service essentiel. à la couverture santé pour la population locale. Vous avez, madame la Ministre, exprimé votre attachement à ces hôpitaux de proximité qui assurent un rôle essentiel dans l'offre de soin sur le territoire tout particulièrement en zone rurale, nous attendons une position ferme pour que soit confirmé concrètement cet attachement.

Pour le Collectif  
Rosine Leverrier